

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1 INTRODUCTION	4
1.2 SOMMAIRE	4
1.3 COMPTE RENDU	5
1.4 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)	5
PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS	6
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	6
2.2 OFFICE DES NORMES GÉNÉRALES DU CANADA – NORMES	8
2.3 PRÉSENTATION DES OFFRES	8
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS - DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	8
2.5 LOIS APPLICABLES	9
2.6 RÉGLEMENTATIONS ENVIRONNEMENTALES	9
PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	10
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	10
PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	16
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	16
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	17
PARTIE 5 – ATTESTATIONS	18
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	18
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS	18
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES	21
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ - POUR AB005 (36/TW & 68/TW), ON031 (36/TW & 44/TW), ET NS221 (10/TW & 36/TW) SEULEMENT	21
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE	21
PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	22
A. OFFRE À COMMANDES	22
7.1 OFFRE	22
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	24
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	25
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	26
7.5 RESPONSABLES	26
7.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	27
7.7 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES	27
7.8 INSTRUMENT DE COMMANDE	28
7.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	29
7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	29
7.11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	29
7.12 LOIS APPLICABLES	29
7.13 TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)	30
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	31
7.1 BESOIN	31
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	32
7.3 DURÉE DU CONTRAT	32
7.4 PAIEMENT	33
7.5 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION	33
7.6 ASSURANCES	34
7.7 INSTRUCTIONS D'EXPÉDITION – DDP	34
7.8 PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - MANQUEMENT DE LA	34

Liste des annexes :

- Annexe A - Besoin principaux
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Rapports de consommation
- Annexe D - Liste de verification des exigences relative à la sécurité (LVERS) – Pour AB005 (36/TW & 68/TW), ON031 (36/TW & 44/TW), et NS221 (10/TW & 36/TW) seulement
- Annexe E - Besoins sujet aux LVERS
- Annexe F - Besoins sujet aux ERTG
- Annexe G - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation
- Annexe H - Instruments de paiement électronique

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent: |
- 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'annexe « A », Besoin Principaux, l'annexe « B », Base de paiement, l'annexe « C », Rapports de consommation, l'annexe « D » Liste de vérification des exigences relative à la sécurité (LVERS) – Pour AB005 (36/TW & 68/TW), ON031 (36/TW & 44/TW), et NS221 (10/TW & 36/TW) seulement, Annexe « E » Besoins sujet aux LVERS, Annexe « F » Besoins sujet aux ERTG, l'annexe « G », Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation, et l'annexe « H », Instruments de paiement électronique.

1.2 Sommaire

- 1.2.1** Fournir du carburant diesel, de l'essence automobile, et du mazout de chauffage, à divers ministères fédéraux à travers le Canada tel que détaillé à l'annexe « A », « E », et « F » ci-jointes, au fur et à mesure que les commandes sont placées par les utilisateurs désignés, durant la période allant du 1^{er} septembre 2019 jusqu'au 31 août 2021 inclusivement.

Plus d'une offre à commandes peut être émise à la suite de cette sollicitation.

- 1.2.2** Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC),

l'Accord de libre-échange nordaméricain (ALENA), l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) et les accords de libre-échange bilatéraux entre le Canada et le Chili, la Colombie, le Honduras, la Corée, le Panama, le Pérou et l'Ukraine.

- 1.2.3** La présente demande d'offres à commandes (DOC) vise à établir des offres à commandes principales et nationales (OCPN) pour la livraison du besoin décrit dans les présentes aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.

Ce présent besoin est assujéti à l'entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu, le Conseil des Tlingits de Teslin, Premières nations de Champagne et de Aishihik, Little Salmon / Carmacks First Nation, la première nation de Selkirk, le Conseil des Ta'an Kwach'an, la Première nation des Kwanlin Dun, / Carcross Tagish First Nation, accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador

Les besoins assujettis aux revendications territoriales sont indiqués à l'annexe « F ». Pour raisons de convenance, ces exigences seront transférées à l'annexe « A » durant la préparation de tout OCPN résultant.

- 1.2.4** Une exigence du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi est associée au présent besoin; veuillez vous référer à la Partie 5 - Attestations, la Partie 7A - Offre à commandes et la partie 7B - Clauses du contrat subséquent et à l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation.

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2018-05-22) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : Trois cent soixante-cinq (365) jours

Les instructions uniformisées 2006 sont modifiées comme suit :

- l'article 08, Présentation des offres, est modifié comme suit :

le sous-article 2. est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit :

2. Connexion postal

- a. Sauf indication contraire dans la DOC, les offres peuvent être transmises à l'aide du [service Connexion postal](#) fourni par la Société canadienne des postes.

- i. TPSGC, région de la capitale nationale : La seule adresse de courriel acceptable avec Connexion postal pour transmettre une réponse à une DOC établie par l'administration centrale de TPSGC est :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

ou le cas échéant, l'adresse de courriel indiquée dans la DOC.

- ii. TPSGC, bureaux régionaux : La seule adresse de courriel acceptable avec Connexion postal pour transmettre une réponse aux DOC établies par les bureaux régionaux de TPSGC est indiquée dans la DOC.

- b. Pour transmettre une offre à l'aide du service Connexion postal, l'offrant doit :

- i. envoyer directement son offre uniquement à l'Unité de réception des soumissions de TPSGC précisée à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal en vigueur entre son entreprise et la Société canadienne des postes; ou
 - ii. envoyer dès que possible et, dans tous les cas, au moins six jours ouvrables avant la date de clôture de la DOC (afin de garantir une réponse), un courriel qui contient le numéro de la DOC à l'Unité de réception des soumissions de TPSGC

précisée pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postal reçues après cette date pourraient rester sans réponse.

- c. Si l'offrant envoie un courriel demandant le service Connexion postal à l'Unité de réception des soumissions précisée dans la DOC, un agent de l'Unité de réception des soumissions entamera alors la conversation Connexion postal. La conversation du service Connexion postal créera une notification par courriel de la Société canadienne des postes invitant l'offrant à accéder au message dans la conversation, et l'offrant devra prendre les mesures nécessaires pour répondre. L'offrant pourra transmettre son offre en réponse à la notification à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la DOC.
- d. Si l'offrant utilise sa licence d'entreprise en vigueur pour envoyer son offre, il doit maintenir la conversation Connexion postal ouverte jusqu'à au moins 30 jours ouvrables après la date et l'heure de clôture de la DOC.
- e. Le numéro de la DOC devrait être indiqué dans le champ réservé à la description dans toutes les transmissions électroniques.
- f. Il est important de savoir qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion postal. Si l'offrant n'en a pas, il peut utiliser l'adresse de l'Unité de réception des soumissions indiquée dans la DOC pour s'inscrire au service Connexion postal.
- g. Dans le cas des transmissions par le service Connexion postal, le Canada ne pourra pas être tenu responsable de tout retard ou panne touchant la transmission ou la réception des offres. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
 - i. réception d'une offre brouillée, corrompue ou incomplète;
 - ii. disponibilité ou état du service Connexion postal;
 - iii. incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
 - iv. retard dans la transmission ou la réception de l'offre;
 - v. défaut de la part de l'offrant de bien indiquer l'offre;
 - vi. illisibilité de l'offre;
 - vii. sécurité des données incluses dans l'offre;
 - viii. incapacité de créer une conversation électronique par le service Connexion postal.
- h. L'Unité de réception des soumissions enverra un accusé de réception des documents de l'offre au moyen de la conversation Connexion postal, peu importe si la conversation a été initiée par le fournisseur à l'aide de sa propre licence ou par l'Unité de réception des soumissions. Cet accusé de réception ne confirmera que la réception des documents de l'offre et ne confirmera pas si les pièces jointes peuvent être ouvertes ou si le contenu est lisible.
- i. Les offrants doivent veiller à utiliser la bonne adresse courriel pour l'Unité de réception des soumissions lorsqu'ils amorcent une conversation dans Connexion postal ou com-

muniquent avec l'Unité de réception des soumissions et ne doivent pas se fier à l'exactitude d'un copié-collé de l'adresse courriel dans le système Connexion postal.

- j. Une offre transmise par le service Connexion postal constitue l'offre officielle de l'offrant et doit être conforme à l'article 05.

2.2 Office des normes générales du Canada – normes

Un exemplaire de la norme ONGC dont il est question dans la présente peut être obtenu auprès du :

Centre des ventes de l'Office des normes générales du Canada

Place du Portage III, 6B1

11, rue Laurier

Gatineau (Québec)

Téléphone:

819-956-0425 ou 1-800-665-CGSB (Canada seulement)

Télécopieur:

819-956-5644

Courriel:

ncr.cgsb-ongc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Site Web de l'ONGC:

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ongc-cgsb/index-fra.html>

2.3 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la DOC.

Remarque : Pour les offrants qui choisissent de soumissionner en utilisant Connexion postal pour la clôture des offres à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2006](#), ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postal si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

2.4 Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 10 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Réglementations environnementales

Le 12 Juin 2008, un règlement d'Environnement Canada régissant les systèmes de stockage de produits pétroliers relevant de la compétence fédérale est entrée en vigueur (Règlement sur les systèmes de stockage de produits pétroliers et de produits apparentés (DORS/2008-197)). Ce règlement contient de nouvelles règles qui s'appliquent aux livreurs de produits pétroliers vers ces systèmes de stockage. L'observation de ce règlement est obligatoire.

Noter que depuis le 12 juin 2010, il est interdit de remplir un réservoir qui n'affiche pas un numéro d'identification d'Environnement Canada que vous pouvez prendre en note. Ceci s'applique aux réservoirs de stockage d'une certaine taille, référer à la réglementation ci-dessus pour plus de détails.

Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements sur ce règlement en consultant le site web d'Environnement Canada suivant:

[Http://www.ec.gc.ca/rs-st/Default.asp?lang=Fr&n=EA46E5E0-1](http://www.ec.gc.ca/rs-st/Default.asp?lang=Fr&n=EA46E5E0-1)

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

- Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation. La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique

Section II : Offre financière

Section III : Attestations

- Si l'offrant choisit de transmettre son offre sur papier, le Canada demande que l'offre soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique (une (1) copie papier)

Section II : Offre financière (une (1) copie papier)

Section III : Attestations (une (1) copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

- Si l'offrant fournit simultanément plusieurs copies de son offre à l'aide de méthodes de livraison acceptables, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

A. Disponibilité des produits

Le produit offert doit être disponible à la date de présentation de l'offre.

Si le produit offert n'est plus disponible pendant la période d'offre à commandes, l'offrant pourra proposer un autre produit, conformément à la section 7.1.6, Disponibilité des produits offerts, de la Partie 7A de l'offre à commandes, au même prix et selon la même balise de référence que celle utilisée pour le produit initial. Le Canada se réserve le droit de vérifier la disponibilité des produits auprès d'une source externe.

B. Regroupement des besoins et zones

Les besoins qui figurent aux annexes « A », « E » et « F » sont classés par type de produit ayant le même mode de livraison, dans une même zone (région géographique). S'il y a plusieurs besoins différents pour un même type de produit en particulier, ayant le même mode de livraison, dans une même zone, la quantité de chaque besoin est regroupée en un seul besoin.

Une offre sera non recevable si l'offre est sujette à la fourniture d'une portion d'un groupe de besoins seulement. Toutes les autres offres conditionnelles seront déclarées non recevables.

B.1. Besoins jumelés

Nonobstant ce qui précède, chaque paire de besoin décrite ci-dessous doit obligatoirement être fournie par le même fournisseur. Pour ces besoins, seuls les offrants ayant déposé une soumission recevable pour chaque besoin dans un groupe seront considérés.

Besoins jumelés:	MB001 3/TW	et	MB001 39/TW
	AB101 3/PU	et	AB101 39/PU
	AB181 5/TW	et	AB181 39/TW
(LVERS)	AB005 36/TW	et	AB005 68/TW

B.2. Livraison - Prise en Charge (pour le MDN seulement)

Le ministère de la Défense nationale (MDN) prend livraison du carburant aux installations du fournisseur, habituellement une installation de stockage en vrac, un terminal ou une raffinerie, au moyen d'équipement du MDN. Avant le début de l'offre à commandes, on s'attend à ce que le fournisseur travaille en collaboration avec le personnel de la base locale pour faciliter la transition, particulièrement en ce qui concerne les qualifications du camionneur. Le fournisseur devrait fournir une assistance au personnel du MDN pour obtenir la certification de l'Institut canadien des produits pétroliers (CPPI) pour les sites de chargement en vrac.

Sauf indication contraire à l'annexe « A » et « F », l'endroit auquel le ministère de la Défense nationale devra effectuer le ramassage ne doit pas être situé plus loin que la distance ci-bas, de la base concernée.

B.2.1. Pour les besoins suivants, la distance effectuée par le camion de livraison de carburant entre l'emplacement du fournisseur et la base concernée doit être inférieure à 30 KM. L'offrant doit préciser la distance (en kilomètres) que doit couvrir le camion de livraison de carburant pour se rendre à la base visée.

Besoin :	Distance à la base
1) BC136 5/PU	_____ km
2) BC136 14/PU	_____ km
3) BC211 3/PU	_____ km
4) BC211 14/PU	_____ km

5)	BC221	39/PU	_____ km
6)	ON081	3/PU	_____ km
7)	ON151	3/PU	_____ km
8)	ON301	3/PU	_____ km
9)	NS221	3/PU	_____ km
10)	NS221	13/PU	_____ km
11)	NS221	14/PU	_____ km
12)	NS331	3/PU	_____ km

B.2.2. Pour les besoins suivants, la distance effectuée par le camion de livraison de carburant entre l'emplacement du fournisseur et la base concernée doit être inférieure à 60 KM. L'offrant doit préciser la distance (en kilomètres) que doit couvrir le camion de livraison de carburant pour se rendre à la base visée :

Besoin :	Distance à la base
1) ON021 3/PU	_____ km
2) ON021 13/PU	_____ km
3) PQ241 3/PU	_____ km
4) PQ241 4/PU	_____ km
5) PQ241 39/PU	_____ km

B.2.3. Pour les besoins suivants, la distance effectuée par le camion de livraison de carburant entre l'emplacement du fournisseur et la base concernée doit être inférieure à 120 KM. L'offrant doit préciser la distance (en kilomètres) que doit couvrir le camion de livraison de carburant pour se rendre à la base visée :

Besoin :	Distance à la base
1) NB121 3/PU	_____ km
2) NB121 13/PU	_____ km
3) AB101 3/PU	_____ km
4) AB101 14/PU	_____ km
5) AB101 27/PU	_____ km
6) NT061 27/PU	_____ km
7) BC251 5/PU	_____ km
8) BC251 14/PU	_____ km

C. Produit alternatif

Au lieu de la demande des produits suivants, tel qu'indiqué à l'appendice « A », « E ». et « F », la Offeror peut offrir d'autres produits de ce qui suit :

Produit

De remplacement des produit

Carburant diesel

Carburant diesel contenant de faibles
quantités de biodiesel (B1-B5)Carburant diesel contenant de faibles
Quantités de biodiesel (B1-B5)

Carburant diesel

Essence automobile

Essence automobile oxygénée contenant de
l'éthanol (E1-E10)Essence automobile oxygénée contenant
de l'éthanol (E1-E10)

Essence automobile

Les produits alternatifs seront considérés seulement si aucune offre n'est reçue pour les besoins du produit original.

L'offrant inclura le produit alternatif à fournir dans l'annexe « A », « E », et « F ».

D. Livraison pour stockage - conduite de dégazage requise

Plusieurs besoins mentionnés à l'annexe « A », « E », et « F » comportent l'utilisation de conduites de dégazage de type spécial ou de type Cam lock de tailles diverses. Les offrants doivent examiner ces besoins à l'annexe « A », « E », et « F », sous Instructions, afin de s'assurer qu'ils sont en mesure de fournir le combustible en possédant ou acquérant les conduites de dégazage requises.

E. Ramassage de carburant d'urgence

Lors d'une situation d'urgence (par exemple, une inondation, un incendie, un déraillement de train, un séisme, des actes terroristes, etc.), les utilisateurs désignés pourraient être tenus de ramasser le carburant avec leurs véhicules auprès d'installations commerciales d'entreposage de carburant en vrac situées à proximité.

L'offrand doit fournir les coordonnées de deux personnes à contacter en cas d'urgence, de jour comme de nuit, qui sont disponible pour faciliter le chargement du véhicule du client.

Nom: _____

Téléphone: _____

Télécopieur: _____

Courriel: _____

Nom: _____

Téléphone: _____

Télécopieur: _____

Courriel: _____

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec Annexe « A », « E », et « F » et Annexe « B » - Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Les offrants doivent présenter un prix individuel pour chaque groupe de besoin en entier (type de produit avec la même méthode de livraison dans une zone (région géographique) pour lesquels ils souhaitent soumissionner. Ce prix doit être basé sur la valeur «A» correspondant de l'Annexe « B » - Base de paiement, section 2.3.

A. Prix unitaires

Le prix unitaire ferme par litre doit être indiqué en dollars canadiens par litre de carburant et doit comporter au plus quatre décimales.

Toutes les charges de livraison doivent être incluses dans le prix unitaire ferme par litre sauf pour les exigences suivantes

A.1. Frais de livraison/de camionnage

Pour les besoins énumérés ci-bas, l'offrant à l'option d'ajouter un frais de livraison/de camionnage par voyage aller-retour au prix unitaire ferme par litre.

Besoin :

Frais de livraison/de camionnage par voyage aller-retour (en \$ CAN)

1) MB021 5/TW

\$ _____

2) MB021 39/TW

\$ _____

A.2. Barils

Les besoins en barils sont identifiés à l'annexe « A ».

Les prix unitaires fermes par litre offerts pour les besoins en carburant en barils devraient inclure le prix du baril et tous autres coûts associés au ramassage et à l'élimination responsable des barils vides de l'utilisateur.

Aucun frais supplémentaires ne doit être appliqué sur le retour des barils vides.

A.3 Ramassage de carburant d'urgence

À l'exception des exigences pour le ramassage indiquées à l'annexe « A », « E », et « F », tous les prix pour le ramassage de carburant d'urgence doivent tenir compte du prix de gros affiché en vigueur la journée du ramassage moins une remise offerte.

B. Rajustements de prix unitaires

Les prix unitaires offerts à l'annexe « A », « E », et « F » seront rajustés hebdomadairement à la hausse ou à la baisse, tel que détaillé à l'annexe « B » - Base de paiement.

B.1 Jour d'entrée en vigueur du prix ajusté

B.1.1 Pour tous les besoins sauf d'essence automobile oxygénée contenant de l'éthanol (E85)

Après le changement de prix initial, qui prendra effet le 1^{er} septembre 2019, tous les changements de prix subséquents entreront en vigueur à 00h01 le jour choisi ci-dessous par l'offrant.

On demande à l'offrant de sélectionner le jour de la semaine auquel son changement de prix entrera en vigueur:

--KENT-- Lundi au vendredi	00h01 samedi _____	00h01 dimanche _____	00h01 lundi _____	00h01 mardi _____	00h01 mercredi _____	00h01 jeudi _____
---	----------------------------------	------------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	------------------------------------	---------------------------------

Pour les besoins en huile de chauffage de type 6 seulement - New York Harbour (NYH)

NYH Du lundi au vendredi	00h01 lundi _____	00h01 mardi _____	00h01 mercredi _____	00h01 jeudi _____	00h01 vendredi _____
---	---------------------------------	---------------------------------	------------------------------------	---------------------------------	------------------------------------

Dans le cas où l'offrant omet de choisir un jour dans l'espace approprié ci-dessus, l'offrant sera demandé de fournir l'information au responsable de l'offre à commandes dans les 5 jours suivant la demande. Autrement, le jour de la semaine sélectionné sera le samedi (ou le lundi pour le mazout de chauffage, de type 6).

B.1.2 Pour les besoins d'essence automobile oxygénée contenant de l'éthanol (E85)

Après le changement de prix initial, qui prendra effet le 1^{er} septembre 2019, tous les changements de prix subséquents entreranno en vigueur le jour de la livraison.

3.1.1 Paiement électronique de factures – offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « H » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « H » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

Les offres doivent fournir toute l'information technique demandée dans la demande d'offres à commandes pour permettre une évaluation complète.

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les facteurs suivants OBLIGATOIRES seront pris en considération dans l'évaluation de chaque offre:

- a) L'offrant qui présente une offre pour un groupe des besoins doit accepter de fournir tous les adresses de livraison dans le groupe des besoins; et
- b) Pour les besoins jumelés identifiés à la partie 3, B.1., l'offrant qui présente une offre, doit soumettre une offre pour chaque des deux besoins dans le groupe; et
- c) Quand des produits de rechange sont offerts, l'offrant doit indiquer clairement le produit de rechange offert à chaque besoin consolidé dans les annexes « A », « E », et « F ».

Les offres ne répondant pas à ces critères techniques obligatoires seront déclarées non-recevable.

4.1.1.2 Critères techniques cotés

Si aucune offre n'est présentée pour le produit indiqué à l'annexe « A », « E », et « F », le Canada, à sa seule discrétion, pourra accepter des offres faisant état le produit alternatif identifiés à la partie 3, 3.1, Section I, C. Produit alternatif.

4.1.2 Évaluation financière

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, les droits de douane Canadien inclus, Incoterms 2000 "DDP rendu droits acquittés". Taxes applicables exclues.

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

- (a) La conformité avec la base d'établissement de prix selon Annexe « B ».
- (b) La conformité avec la capacité financière tel que spécifié à la partie 6.

Les offres ne répondant pas à ces critères financiers obligatoires seront déclarées non-recevables.

4.1.2.2 Prix évalué

4.1.2.2.1 Le prix évalué, à l'exception des besoins affiché à la partie 3, II, A, A1, et partie 3, section I, B.1., sera le prix unitaire offert par litre pour chaque regroupement de besoins.

4.1.2.2.2 Le prix évalué pour les besoins affiché à la partie 3, II, A, A1 ou l'offrant à ajouter des frais de livraison/de camionnage, sera calculé comme suit:

Le prix unitaire offert multiplié (X) par la quantité totale estimée, plus (+), s'il y a lieu, les frais de livraison/de camionnage par voyage aller-retour, multipliés (X) par le nombre de voyages aller-retour. Aux fins de l'évaluation, le nombre de voyages aller-retour sera déterminé en divisant (÷) la quantité totale estimative du besoin par 80 % de la capacité en litres des réservoirs de stockage et, au besoin, arrondi au chiffre entier le plus près (par exemple, 2,49 et moins sera arrondi à 2, et 2,5 et plus sera arrondi à 3).

4.1.2.2.3 Le prix évalué pour les besoins jumelés affiché à la partie 3, section I, B. 1. sera effectuée en fonction de coût total le plus bas par groupe (somme combinée de le prix unitaire multipliée par la quantité de chaque besoin).

4.2 Méthode de sélection

Les offres doivent satisfaire aux exigences de la demande d'offres à commande et aux critères obligatoires pour l'évaluation technique et financière pour qu'elles soient déclarées recevables. L'offre recevable avec le prix le plus bas évalués par groupe de besoins sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

Plus d'une offre à commandes peut être émise à la suite de cette sollicitation.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

Le Canada aura aussi le droit de résilier la commande subséquente pour manquement si l'entrepreneur ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

L'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'émission de l'offre à commandes. Si l'offrant est une coentreprise, l'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestation des caractéristiques environnementales générales

L'offrant doit sélectionner et remplir l'une des deux déclarations suivantes aux fins d'attestation

- A) L'offrant atteste que le l'offrant est inscrit ou rencontre la norme ISO 14001.

Signature du représentant autorisé de l'offrant

Date

ou

- B) L'offrant atteste que le l'offrant satisfait et continuera de satisfaire, pendant toute la durée de l'offre à commandes, à un minimum de quatre (4) des six (6) critères identifiés dans le tableau ci-dessous.

L'offrant doit indiquer qu'il satisfait à un minimum de quatre (4) critères.

Pratiques écologiques au sein de l'organisation de l'offrant	Insérez un crochet pour chaque critère qui est respecté
Favorise un environnement sans papier au moyen de directives, procédures et / ou programmes.	
Tous les documents sont imprimés recto verso et en noir et blanc dans le cadre des activités quotidiennes, excepté lors d'indications contraires par votre client.	
Le papier utilisé dans le cadre des activités quotidiennes est composé d'un minimum de 30% de matières recyclées et possède une certification de la gestion durable des forêts.	

Utilise préférentiellement des encres écologiques et achète des cartouches d'encre réusinées ou cartouches d'encre qui peuvent être retournées au fabricant aux fins de réutilisation et de recyclage dans le cadre des activités quotidiennes.	
Des bacs de recyclage pour le papier, le papier journal, le plastique et l'aluminium sont disponibles et vidés régulièrement conformément au programme de recyclage local.	
Un minimum de 50% de matériel de bureau détient une certification éco énergétique.	

Signature du représentant autorisé de l'offrant

Date**5.2.4 Certificat de conformité**

L'offrant certifie ci-après que le produit livré sera conforme aux spécifications stipulées en Annexe « A », « E », et « F » pendant la durée de l'offre à commandes.

Signature

Date

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité - Pour AB005 (36/TW & 68/TW), ON031 (36/TW & 44/TW), et NS221 (10/TW & 36/TW) seulement

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant 31 décembre 2019 :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

6.2 Capacité financière

Clause du *Guide des CCUA* M9033T (2011-05-16) Capacité financière

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

Le produit livré doit être conforme à la description de chaque besoin tel décrit dans l'Annexe « A » et selon les instructions s'il y a lieu.

Cette offre à commandes peut être utilisée pour des destinations à travers le Canada, y compris ou il y a des ententes de revendications territoriales globales.

7.1.1 Consolidation des Offres à commandes pour des motifs administratifs

Dans le but de simplifier l'administration des offres à commandes, le Responsable de l'offre à commandes peut, de temps en temps, être amené à consolider de multiples Offres à commandes attribuées à un même offrant en une seule Offre à commande.

7.1.2 Livraison en fonction des degrés-jours (pour mazout de chauffage seulement)

Lorsqu'une mention à l'effet qu'il s'agit d'un produit "degrés-jours" apparaît à l'annexe "A" sous la colonne Méthode de livraison, cela signifie que l'offrant doit maintenir en tous temps, durant la période de l'offre à commandes, une réserve satisfaisante de mazout de chauffage dans le/les réservoirs tel que décrit à l'annexe A. L'offrant est responsable de surveiller la consommation de mazout de chauffage et conserver en tous temps une réserve satisfaisante de produit dans les réservoirs. L'offrant doit livrer le produit automatiquement, sans commande.

La méthode d'approvisionnement en fonction des degrés-jours est utilisée par le Canada comme méthode d'approvisionnement pour ses achats à sa seule discrétion. Si le Canada avise l'offrant par écrit, qu'il ne requiert plus cette méthode de livraison, l'offrant doit cesser de livrer le mazout de chauffage à la date indiquée dans l'avis, sans frais pour le Canada.

7.1.3 Livraison de produits de rechange

Lorsqu'une mention à l'effet qu'il s'agit d'un produit de rechange apparaît à l'annexe A sous la colonne Méthode de livraison, cela signifie que le combustible pour le lieu de livraison précisé vise à remplacer la source principale de combustible, comme le gaz naturel ou l'électricité. L'utilisateur désigné d'une commande subséquente à l'offre à commande n'y a normalement recours que si la source de combustible principale n'est pas disponible.

7.1.4 Livraison pour stockage - conduite de dégazage requise

L'offrant doit confirmer qu'il sera en mesure de fournir le combustible en utilisant les conduites de dégazage requises. Plusieurs besoins mentionnés à l'annexe "A" comportent l'utilisation de conduites de dégazage de type spécial ou de type Cam lock de tailles diverses. Les offrants doivent examiner ces besoins à l'annexe "A" sous Instructions, afin de s'assurer qu'ils ont en main les conduites de dégazage requises pour fournir le combustible en utilisant les conduites de dégazage requises.

L'Offrant devrait confirmer auprès de l'utilisateur, avant la période de l'offre à commandes, si les conduites de dégazage, indiqués dans l'annexe "A" sous instructions, sont encore les mêmes.

7.1.5 Norme de produits

Le produit livré par le fournisseur sera conforme à la norme de l'Office des normes générales du Canada (ONGC), indiquée ci-dessous:

- | | |
|---|-------------------------------|
| a) pour l'essence automobile | - norme CAN/CGSB-3.5-2016 |
| b) pour l'essence automobile oxygénée contenant de l'éthanol (E1-E10) | - norme CAN/CGSB-3.511-2016-2 |
| c) pour carburant éthanol pour automobile (E50-E85) | - norme CAN/CGSB-3.512-2018 |
| d) pour carburant diesel | - norme CAN/CGSB 3.517-2017 |
| e) pour le carburant diesel contenant de faibles quantités de biodiesel (B1-B5) | - norme CAN/CGSB 3.520-2017 |
| f) pour le carburant diesel contenant de biodiesel (B6-B20) | - norme CAN/CGSB 3.522-2017 |
| g) pour le mazout de chauffage | - norme CAN/CGSB 3.2-2017 |

Sauf indication contraire à l'annexe « A », le combustible diesel livré doit être adapté, suivant les saisons, en fonction de la température mensuelle minimale de calcul de 2.5%.

7.1.6 Disponibilité des produits offerts

7.1.6.1 Si l'essence automobile de qualité 1 proposée en réponse aux besoins indiqués à l'Annexe "A" n'est plus disponible, l'offrant peut proposer de l'essence automobile oxygénée contenant de l'éthanol (E-E10) à n'importe quel moment au cours de la période de l'offre à commandes, au même prix et selon la même balise de référence utilisée pour l'ajustement hebdomadaire que ce qui était indiqué pour le produit initial. L'utilisateur désigné ayant passé la commande doit être informé de la substitution avant la livraison du produit. Le Canada se réserve le droit de vérifier la disponibilité des produits auprès d'une source externe.

7.1.6.2 Si l'essence automobile oxygénée contenant de l'éthanol (E-E10) proposée en réponse aux besoins indiqués à l'Annexe "A" n'est plus disponible, l'offrant peut proposer de l'essence automobile de qualité 1 à n'importe quel moment au cours de la période de l'offre à commandes, au même prix et selon la même balise de référence utilisée pour l'ajustement hebdomadaire que ce qui était indiqué pour le produit initial. L'utilisateur désigné ayant passé la commande doit être informé de la substitution avant la livraison du produit. Le Canada se réserve le droit de vérifier la disponibilité des produits auprès d'une source externe.

7.1.6.3 Si le carburant diesel pour véhicules automobiles (routiers) proposé en réponse aux besoins indiqués à l'Annexe "A" n'est plus disponible, l'offrant peut proposer du carburant diesel automobile contenant de faibles quantités de biodiesel (B1-B5) à n'importe quel moment au cours de la période de l'offre à commandes, au même prix et selon la même balise de référence utilisée pour l'ajustement hebdomadaire que ce qui était indiqué pour le produit initial. L'utilisateur désigné ayant passé la commande doit être informé de la substitution avant la livraison du produit. Le Canada se réserve le droit de vérifier la disponibilité des produits auprès d'une source externe.

7.1.6.4 Si le carburant diesel automobile (pour véhicules routiers) contenant de faibles quantités de biodiesel (B1-B5) proposé en réponse aux besoins indiqués à l'Annexe "A" n'est plus disponible, l'offrant peut proposer du carburant diesel pour véhicules automobiles à n'importe quel moment au cours de la période de l'offre à commandes, au même prix et selon la même balise de référence utilisée pour l'ajustement hebdomadaire que ce qui était indiqué pour le produit initial. L'utilisateur désigné ayant passé la commande doit être informé de la substitution avant la livraison du produit. Le Canada se réserve le droit de vérifier la disponibilité des produits auprès d'une source externe.

7.1.7 Options pour livraison hivernale de carburant diesel automobiles (routiers) (B1-B5) et d'essence automobile oxygénée contenant de l'éthanol (E85):

7.1.7.1 Carburant diesel automobile

Pour la livraison du carburant diesel automobile (routiers) (B1-B5) pendant les mois les plus froids, approximativement du 1^{er} octobre au 31 mars, l'Offrant peut livrer :

Option 1: à l'année longue, du carburant diesel UFTS, contenant de faibles quantités d'esters de biodiesel (B1-B5) type B ajusté par saison.

OU

Option 2: du carburant diesel UFTS, contenant de faibles quantités d'esters de biodiesel (B1-B5) type B ajusté par saison durant les mois d'été et UFTS carburant diesel à ultra faible teneur en soufre ajusté par saison durant les mois d'hiver.

Aucune préférence ne sera donnée à une ou l'autre option, les deux étant également acceptables.

7.1.7.2 Carburant éthanol pour automobile (E50-E85)

Pour la livraison de carburant éthanol pour automobile (E85) pendant les mois plus froids, approximativement du 1^{er} octobre au 31 mars, L'Offrant peut livrer un pourcentage d'éthanol de moins de 85%, mais supérieur à 65%.

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 Pour AB005 (36/TW & 68/TW), ON031 (36/TW & 44/TW), et NS221 (10/TW & 36/TW) seulement

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN :

DOSSIER TPSGC N° E60HL-9-0020-20-A

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe _____ ;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

7.2.2 Pour tous les besoins à l'exception de: AB005 (36/TW & 68/TW), ON031 (36/TW & 44/TW), et NS221 (10/TW & 36/TW) seulement

L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

Le paragraphe 06, Annulation, du document 2005, Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, est modifié comme suit:

Supprimer : trente (30) jours

Insérer : soixante (60) jours

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'Annexe « A ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention "NÉANT".

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres:

Premier et cinquième trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième et sixième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième et septième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Quatrième et huitième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2021.

7.4.2 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

L'offre à commandes (OC) vise à établir la livraison du besoin décrit en vertu de l'OC aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : **Ann Lacelle**

Titre: Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements

Direction: Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers

Adresse: 140 O'Connor Street
Ottawa, ON K1A 0S5

Téléphone: 613-296-3977

Télécopieur: 613-943-7620

Courriel: ann.lacelle@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Représentant de l'offrant

Nom: _____

Téléphone: _____

Télécopieur: _____

Courriel: _____

7.5.3 Contacts pour Ramassage de carburant d'urgence

Nom: _____

Téléphone: _____

Télécopieur: _____

Courriel: _____

Nom: _____

Téléphone: _____

Télécopieur: _____

Courriel: _____

Si les coordonnées des personnes à contacter en cas d'urgence changent ou doivent être corrigées, l'offrant est tenu d'aviser le responsable de l'offre à commandes en temps opportun.

7.6 Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés qui sont autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes sont les ministères figurant à l'annexe « A ».

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, ou toute autre partie pour laquelle le ministère des Travaux Publics et Services Gouvernementaux a été autorisé à agir de temps à autre.

7.6.1 Brookfield Global Integrated Solutions (BGIS) agissant comme agent du Canada

Le 1^{er} avril 2015, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a conclu un contrat avec Brookfield Global Integrated Solutions (BGIS) concernant la prestation de services immobiliers pour le gouvernement du Canada. Dans le cadre de ce contrat, BGIS sera responsable de l'exécution et de la signature des commandes subséquentes aux offres à commandes de TPSGC visant le combustible, ainsi que du paiement de ces factures au nom du Canada.

Uniquement pour les biens dont BGIS assure la gestion, BGIS agira à titre d'agent du Canada pour exécuter et signer toutes les commandes subséquentes aux offres à commandes et effectuer les paiements au nom du Canada.

Ces emplacements sont identifiés par le code de facturation « EP919 » à l'annexe A de l'attribution de l'offre à commandes.

7.7 Procédures pour les commandes

7.7.1 La commande subséquentes sera émis, par l'utilisateur désigné, au titulaire d'offre à commandes qualifié.

7.7.2 Pour Ramassage de carburant d'urgence

Les procédures suivantes, en ordre de priorité, seront appliquées par les Utilisateurs désignés pour déterminer le titulaire d'une offre à commandes auprès duquel ils doivent commander le carburant en cas d'urgence :

1. Commande passée auprès d'un titulaire d'offre à commandes dont l'annexe A de l'offre à commandes comporte déjà une exigence relative au ramassage pour le carburant requis et la zone frappée par l'urgence.
2. Commande passée auprès d'un titulaire d'offre à commandes dont l'annexe A de l'offre à commandes comporte déjà une exigence relative au camion-citerne pour le carburant requis et la zone frappée par l'urgence.
3. Le Canada se réserverait le droit de passer une commande auprès de tout titulaire d'offre à commandes qui peut fournir le carburant requis.

7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPSGC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :
 - le numéro de l'offre à commandes;
 - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
 - la description et le prix unitaire de chaque article;
 - la valeur totale de la commande subséquente;
 - le point de livraison;
 - la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.8.1 Pêches et Océans - conditions supplémentaires d'approvisionnement

Le temp de ravitaillement, la quantité et le type de carburant requis sera transmises au fournisseur par Pêches et Océans / Garde côtière canadienne par courriel, téléphone ou télécopie à une période de temps raisonnable avant l'heure prévue d'arrivée du navire. La commande subséquente sera confirmer par écrit sur le formulaire PWGSC-TPSGC 942. Étant donné que l'application de certaines taxes est déterminé sur l'utilisation finale du produit, l'utilisation finale doit être indiqué au moment de la commande.

7.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas \$1,000,000.00 (taxes applicable incluses). Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes de plus de \$1,000,000.00 jusqu'à un maximum de \$10,000,000.00 nécessiteront l'approbation formelle de délégation supplémentaire par le responsable de l'offre à commandes.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquentes à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) Les conditions générales 2010A (2018-06-21) - Conditions générales -biens (complexité moyenne);
- e) Annexe « A », - Besoins;
- f) Annexe « B », - Base de paiement;
- g) Annexe « G », - Programme de contrats fédéraux en matière d'équité d'emploi – Attestation;
- h) Annexe « C », - Rapport de consommation;
- i) Annexe « D », - Liste de vérification des exigences relative à la sécurité (LVERS);
- j) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*), (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre: « clarifiée le _____ » ou « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les date(s) de la ou des clarification(s) ou modification(s).*

7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

7.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.11.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Mise de côté

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'offrant reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée de l'offre à commandes. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'offrant sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC peut entraîner la mise de côté de l'offre à commandes.

7.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.13 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1.1 Vérification à la livraison

L'entrepreneur présentera soit des tickets de compteur volumétrique, soit des bons de livraison ordinaire, selon le cas.

7.1.2 Volume ajusté à 15°C

Lorsque l'essence automobile, le mazout de chauffage et le carburant diesel sont livrés en vrac, la quantité utilisée pour les facturations doit être réajustée à 15°C conformément au tableau 54B, API-ASTM-IP. Lorsqu'une livraison est effectuée en utilisant un débitmètres, un bordereau de livraison doit être fourni avec la facture.

Lorsque l'essence automobile sans plomb oxygénée contenant de l'éthanol (E85) est livré en vrac, la quantité utilisée pour les facturations doit être réajustée à 15°C conformément au tableau 54C, API-ASTM-IP. Lorsqu'une livraison est effectuée en utilisant un débitmètres, un bordereau de livraison doit être fourni avec la facture.

7.1.3 Livraison pour stockage - conduite de dégazage requise

L'entrepreneur doit livrer le carburant en utilisant la conduite de dégazage requise. L'entrepreneur ne peut en aucun cas forcer la conduite dans l'ouverture des conduites de dégazage ou remplir le réservoir d'une autre façon que par l'ouverture des conduites de dégazage. L'entrepreneur doit immédiatement communiquer avec le représentant de l'utilisateur désigné pour des directives s'il y a des problèmes avec les conduites de dégazage et aviser le responsable de l'offre à commandes.

7.1.4 Soupapes pour prévenir les débordements

Tous les réservoirs du MDN d'une capacité de 2000 litres et plus ont été munis de soupapes de prévention de débordements (SPD) tel qu'exigé dans le "Canadian Council of Ministers of the Environment" intitulé "Environmental Code of Practice for Aboveground Storage Tank Systems Containing Petroleum Products" (CCME-EPC-LST-71E August 1994). Les SPD limitent le remplissage des réservoirs à 90% de leur capacité et empêchent les déversements. Des adaptateurs spéciaux sont disponibles à chaque site et devront être utilisés par l'entrepreneur à chaque livraison pour avoir une connexion étanche lors du remplissage, afin de réduire les possibilités de déversement. Si l'entrepreneur refuse d'utiliser les adaptateurs ou désactive volontairement le SPD et cause un déversement, l'entrepreneur sera responsable pour tous dommages et les frais incluant le nettoyage, les actions correctrices et les coûts juridiques applicables.

7.1.5 Acceptation

À moins d'indication contraire dans le document *de commande subséquente à l'offre à commande*, les travaux exécutés doivent être soumis à l'acceptation par le représentant de l'utilisateur désigné à destination.

7.1.6 Certificat d'Analyse (CdA)

Sur demande, une copie du certificat d'analyse doit être fournie à le représentant de l'utilisateur désigné au point de livraison.

7.1.7 Barils

Il est obligatoire que les barils soient neufs.

Les besoins en barils sont identifiés à l'annexe « A ».

Il faut identifier les barils, soit en y bosselant la raison sociale, l'emblème, l'écusson ou le cachet de contrôle de la société, soit en y fixant une plaque de métal, soit en y peignant des inscriptions au pochoir, soit par tout autre moyen acceptable. Le numéro d'offre à commandes doit aussi être identifié sur les barils.

Les fermetures sur les barils expédiés doivent être dotées d'un joint d'étanchéité supplémentaire de marque « Tri-sure » ou « Rieke ».

Sur demande et sans frais supplémentaires, l'entrepreneur doit ramasser et disposer les barils vides qui ont été achetés sous cette offre à commandes. Le fournisseur devra ramasser les barils vides seulement lors de la livraison de carburant en barils à l'utilisateur.

L'utilisateur doit indiquer lors de les commandes subséquentes à une offre à commandes, s'il y a des barils vides à ramasser et la quantité.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010A (2018-06-21), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 15 et 16, Période de paiement Intérêt sur les comptes en souffrance de 2010A ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit au point de vente. *(Si aucune carte n'est acceptée, ce paragraphe sera supprimé.)*

7.2.2 Clauses du guide des CCUA

CES CLAUSES SPÉCIFIQUES SONT INCORPORÉ PAR RÉFÉRENCE

Référence des CCUA	Titre	Date
B1505C	Transport des matières dangereuses	2016-01-28
D3010C	Articles dangereux/produits hasardeux (pour MDN seulement)	2016-01-28
D3015C	Articles dangereux	2014-09-25
A9006C	Contrat de défense (pour MDN seulement)	2012-07-16
D5545C	ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ C) (pour MDN seulement)	2010-08-16

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Date de livraison

La livraison doit être faite dans les 48 heures suivant la réception d'une Commande subséquente à une offre à commandes, sauf indication contraire à l'annexe "A", ou d'un commun accord par l'initiateur et le représentant utilisateur identifié.

7.4 Paiement

7.4.1 Base de paiement

Se référer à l'Annexe « B » pour les détails relatifs à la Base de paiement.

7.4.2 Clauses du guide des CCUA

LA MODALITÉ SUIVANTE EST INCORPORÉE AUX PRÉSENTES

Référence des CCUA	Titre	Date
H1001C	Paiements multiples	2008-05-12

7.4.3 Paiement à l'avance de la date d'échéance

Le paiement peut être versé avant la date d'échéance lorsque l'entrepreneur offre un escompte pour paiement anticipé et que l'escompte compense au moins le coût que représente pour le Canada le versement de ce paiement anticipé.

7.4.4 Paiement électronique de factures – offre à commandes

L'offrant accepte d'être payé à l'aide des instruments de paiement électronique suivants :

- Carte d'achat Visa ;
- Carte d'achat MasterCard ;
- Dépôt direct (national et international) ;
- Échange de données informatisées (EDI) ;
- Virement télégraphique (international seulement) ;
- Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.5 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre les factures selon la section " Présentation des factures" des Conditions générales.

De plus, toutes les factures doivent comprendre les renseignements suivants:

Pour Diesel/Essence automobile

- numéro de série de l'offre à commandes;
- nom de l'utilisateur désigné et, le cas échéant, numéro de la commande;
- point de livraison (incluant les numéros d'édifices selon le cas);
- identification du produit, quantité et prix unitaire;
- taxes et/ou prélèvements, selon le cas, et inscrits séparément. Si l'entrepreneur inclut une taxe et/ou un prélèvement dans le prix unitaire, le montant par litre de chaque taxe ou prélèvement doit être indiqué séparément sur la facture.
- l'adresse où le paiement doit être acheminé.
- numéro d'identification de systèmes de stockage (s'il y a lieu)

Pour Mazout de chauffage

- numéro de série de l'offre à commandes;
- nom de représentant de l'utilisateur désigné et, le cas échéant, numéro de la commande;
- point de livraison (incluant les numéros d'édifices selon le cas); et identification de les besoins de livraison en fonction des degrés-jours;
- identification du produit, quantité et prix unitaire;
- taxes et/ou prélèvements, selon le cas, et inscrits séparément. Si l'entrepreneur inclut une taxe et/ou un prélèvement dans le prix unitaire, le montant par litre de chaque taxe ou prélèvement doit être indiqué séparément sur la facture.

f) l'adresse où le paiement doit être remis.

g) numéro d'identification de systèmes de stockage (s'il y a lieu)

L'original et deux (2) copies de chaque facture doivent être fournis à l'utilisateur désigné et envoyés à l'adresse de facturation, conformément aux modalités à l'annexe "A".

Les factures seront accompagnées de l'original et d'une (1) copie du bon de livraison signé par le destinataire. C'est la responsabilité de l'entrepreneur d'assurer que les renseignements sur les bons de livraison sont lisibles. Si l'information mentionnée au-dessus est incomplète, la facture ne sera pas payée jusqu'à ce que l'entrepreneur fournisse tous les détails requis.

7.5.1 Pour les besoins gérés par BGIS

BGIS est autorisé à accéder aux renseignements sur notre compte de services publics pour la prestation de ses services de paiement de factures. Ce transfert à BGIS du paiement des services publics n'a aucune incidence sur la propriété du compte de services publics.

Lorsque BGIS passera une commande subséquente à une offre à commandes au nom du Canada, toutes les factures devront être transmises à l'adresse suivante :

Brookfield Global Integrated Solutions
Aux soins de BI-1 TPSGC
B. P. 4870
Markham (Ontario) L3R 5N5
PWGSCR1.invoice@Brookfieldgis.com

7.6 Assurances

L'offrant est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu de tout contrat subséquent et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par offrant est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas offrant de sa responsabilité en vertu de tout contrat subséquent, ni ne la diminue.

7.7 Instructions d'expédition – DDP

Les biens doivent être expédiés et livrés au point de destination précisé dans la commande subséquente selon les Incoterms 2000 DDP "rendu droits acquittés". La livraison comprend le déchargement.

7.8 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (ESDC) - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par ESDC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.